

Comment renforcer l'économie du canton? Sur cette question, les partis affichent leurs différences

Tous derrière la péréquation



« DOMINIQUE MEYLAN

Elections fédérales » En politique, à chacun ses idées. Trente candidats au Conseil national s'expriment sur six thèmes, qui ont tous une résonance à Fribourg. Aujourd'hui, la péréquation financière.

Les cantons suisses sont solidaires financièrement. Les plus riches redistribuent une partie de leurs revenus aux plus pauvres. Fribourg, qui fait partie de la seconde catégorie, touche entre 500 et 600 millions de francs chaque année de la péréquation financière intercantonale. Cela représente environ 15% sur un budget de 4 milliards. Occasionnellement, le canton perçoit également une part au bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS). Cette double dépendance inquiète particulièrement le Grand Conseil fribourgeois. Si ces montants venaient à manquer, certains services à la population pourraient être remis en cause.

Parmi les candidats interrogés au Conseil national, tous ont la volonté de préserver la péréquation financière intercantonale. «La défense des intérêts financiers du canton est une mission essentielle de la délégation fribourgeoise aux Chambres fédérales. Cette péréquation, nous en avons besoin. C'est le cœur de notre système confédéral», résume la sortante centriste Christine Bulliard-Marbach.

«Un impact terrible»

La socialiste Ursula Schneider Schüttel, également sortante, se dit particulièrement attentive aux critères sur lesquels se base la péréquation. «Mais il ne faut pas être non plus trop dépendant de ces montants et espérer que les autres cantons vont toujours payer la même chose.» Si les critères devaient évoluer, la conseillère nationale serait particulièrement attentive à la prise en compte de la croissance démographique.

«C'est clair qu'une détérioration importante des montants



Un pour tous et tous pour un, cette devise inscrite sur la coupole du Palais fédéral est au cœur de la péréquation financière intercantonale. Antoine Vullioud-archives

de la péréquation aurait un impact terrible sur Fribourg», s'inquiète Claude Brodard. Il note que l'enveloppe devrait rester stable jusqu'en 2030. En tant que libéral-radical, il mise sur la responsabilité du canton. «Pour moi, la gestion des ressources par le canton entre 2024 et 2031 sera déterminante. Fribourg devrait adopter un système de provisionnement.»

L'UDC Nicolas Kolly se bat pour une gestion stricte des finances. «Le canton doit prendre des mesures pour être moins dépendant de cette manne financière. Très concrètement, il doit dépenser moins et moins mal dépenser.» S'il est élu, Nicolas Kolly appliquera le même principe aux finances de la Confédération: «Je ne veux pas entrer dans une spirale où la collectivité doit s'endetter, puis payer des intérêts astronomiques sur la dette.»

Le candidat du Centre gauche-PCS Emmanuel Bichet se dit particulièrement sensible au principe de solidarité inhérent à la péréquation. Il propose d'introduire un nouveau critère: le bilinguisme. «Cela permettrait d'assurer un soutien à long terme au canton et de compenser les coûts importants que subissent les administrations pour traduire l'ensemble des actes et répondre aux citoyens dans leur langue.»

La fiscalité en question

«En tant que présidente des régions de montagne, je m'engage jour après jour pour que les cantons contributeurs, qui sont souvent urbains et économiquement forts, soutiennent les cantons bénéficiaires, qui sont plutôt des cantons périphériques et ruraux», précise Christine Bulliard-Marbach. Pour la centriste, il est également important de prolonger et lisser les mesures transitoires et compensatoires qui accompagnent la réforme fiscale des entreprises.

Impossible de parler finances sans évoquer la fiscalité. Pour l'UDC Nicolas Kolly, il faudrait diminuer les taxes et les contraintes administratives pour les entreprises afin de les inciter à s'installer en Suisse ou, encore mieux, sur sol fribourgeois. Le PLR Claude Brodard imagine une baisse de la fiscalité des personnes physiques, trop lourde sur le plan cantonal.

Parmi les autres mesures avancées par la droite pour soutenir l'économie fribourgeoise, Claude Brodard propose

de faire en sorte que des services fédéraux s'installent à Fribourg. Nicolas Kolly veut encourager la formation duale et simplifier la loi fédérale sur l'aménagement du territoire pour favoriser l'accès au terrain. Christine Bulliard-Marbach souhaite travailler sur le financement des crèches et les énergies renouvelables.

Fribourg touche entre 500 et 600 millions chaque année de la péréquation financière intercantonale

Au centre gauche, Emmanuel Bichet défend une autre vision: «Nous avons beaucoup d'argent en Suisse. Que ce soit les cantons riches, les individus ou les entreprises qui font des bénéfiques records. Il faut maintenir un niveau de prélèvement suffisant pour faire tourner le canton. Mais il faut aussi inciter les entreprises à se sentir responsables socialement et écologiquement.» Quant à la socialiste Ursula Schneider Schüttel, elle serait favorable à une diminution de la concurrence fiscale entre cantons. «C'est une chose de vouloir attirer des entreprises en Suisse. Mais entre cantons, cette concurrence est plus discutable.» Selon elle, des conditions cadres autres que fiscales, comme l'accueil familial ou de bonnes institutions de santé, sont aussi importantes pour attirer des entreprises et des employés qualifiés.

Sur la part au bénéfice de la BNS, les candidats de droite estiment tous qu'il revient au canton de gérer les fluctuations. Emmanuel Bichet, du CG-PCS, voudrait travailler pour stabiliser ce revenu, afin de permettre aux cantons de financer des réformes à plus long terme: «Nous pourrions faire une moyenne des montants versés ces dix dernières années par la BNS et fixer une enveloppe d'un à deux milliards par année qui irait systématiquement aux cantons.» L'idée d'un lissage, «c'est une piste qui va certainement être étudiée par la Commission des finances», conclut la socialiste Ursula Schneider Schüttel. »